

L'Axe de la résistance : les proxys de l'Iran depuis le 7 octobre 2023

Par **Kévin Thiévon**

Kévin Thiévon est conseiller politique de l'opération Chammal et de la mission de l'OTAN en Irak. Il a été chercheur invité à l'International Institute for Strategic Studies¹.

L'Axe de la résistance désigne l'alliance entre l'Iran et ses proxys au Moyen-Orient. Depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, on constate une plus grande coordination entre ces groupes, parfois sans l'intervention directe de Téhéran. L'Irak et la Syrie sont des *hubs* importants, où les membres de l'Axe se retrouvent, s'entraînent et planifient leurs actions. La Russie, dans sa logique de lutte contre l'Occident, s'est rapprochée non seulement de l'Iran mais aussi de ses proxys.

politique étrangère

Le 7 octobre 2023, alors que l'attaque du Hamas est toujours en cours, son commandant militaire Mohammed Deif invite l'Axe de la résistance à rejoindre la lutte en ces termes : « Nos frères de la résistance islamique au Liban, en Iran, au Yémen, en Irak et en Syrie, c'est aujourd'hui que votre résistance s'unit à votre peuple en Palestine. » S'ouvre alors une ère nouvelle, marquée par une mobilisation multi-fronts de l'ensemble des proxys iraniens (Hamas, Houthis, milices irakiennes, Hezbollah...). Comme le suggèrent les propos de Deif, vraisemblablement tué à Gaza neuf mois plus tard, le réseau conçu par l'Iran a vu, en un an, ses liens inter-proxys se resserrer significativement. Dès lors, si une forme de subordination aux Gardiens de la révolution demeure la clé de voûte de cet ensemble, une coordination entre proxys plus décentralisée se fait jour – bien illustrée par le rapprochement entre Houthis et milices irakiennes.

Loin de se faire au détriment de Téhéran, cette coordination horizontale constitue un atout majeur pour la République islamique : elle doit

1. L'auteur s'exprime à titre personnel. Ses propos n'engagent aucune institution.

permettre une plus grande efficacité du projet politique de l’Axe et une résilience renforcée en cas de tensions internes à l’Iran. Elle doit aussi servir à pondérer l’infériorité militaire de l’Axe par rapport à Israël – nettement confirmée depuis septembre 2024. Dans un espace en réseau, aucun nœud n’est suffisamment central pour perturber sensiblement cet ensemble protéiforme. La révolte consécutive à la mort de Mahsa Amini en 2022, la disparition du président iranien Ebrahim Raïssi en mai 2024 ou la série d’assassinats ciblés visant des leaders de l’Axe n’ont pas significativement ébranlé ce réseau d’alliances. Les revers spectaculaires récemment subits par le Hezbollah n’ont pas non plus permis de dissuader les autres proxys, restés solidaires, ni de paralyser l’Axe. Moscou l’a compris et voit dans cet Axe un partenaire de plus en plus précieux. Car tous ces acteurs partagent un même ethos révisionniste qui réprouve l’ordre international établi par les Américains. Coïncidant avec cette dynamique horizontale post-7 octobre, une densification des rapports entre l’Axe et la Russie a donc lieu. Avant d’examiner ces tendances, il convient de rappeler la raison d’être de ce réseau et les liens qu’entretiennent Téhéran et ses proxys.

Configuration et ressorts idéologiques de l’Axe

Une alliance révisionniste à caractère théocratique

Le 29 juin 2024, la représentation de la République islamique d’Iran à l’ONU prévient que, si Israël initie une « agression militaire globale » au Liban, « toutes les options, y compris la pleine participation de l’Axe de la résistance, seraient sur la table ». Une telle déclaration dans une enceinte aussi formelle a été rendue possible par près d’un demi-siècle d’une politique étrangère iranienne de zone grise, tout à la fois révisionniste et ambitieuse.

Depuis la révolution de 1979, l’Iran n’a cessé de contester l’ordre international, qu’il juge inique car créé puis dominé par les seuls États-Unis. D’emblée, le discours révolutionnaire revêt une visée supranationale et place la lutte contre les « oppresseurs » (*mustakbiroun*) au cœur de son action politique. La politique étrangère de l’Iran est un élément fondamental du projet révolutionnaire. Deux articles de la Constitution (3.16 et 154) inscrivent d’ailleurs la résistance aux *mustakbiroun* au centre de cette politique étrangère, qui doit servir à défendre les « opprimés » (*mustad’afin*) « aux quatre coins du globe² ». Il s’agit donc de légitimer une lutte au-delà des frontières.

2. Voir les articles 3.16 et 154 de la Constitution iranienne, qui font explicitement référence au soutien des opprimés dans la politique étrangère de l’Iran, disponibles sur : <https://www.icj.org>.

Ce projet révolutionnaire permet de comprendre pourquoi l'Iran s'est employé à constituer un réseau d'alliés, appelés proxys, dans les pays alentour (Liban, Irak, Syrie, Palestine et Yémen). L'Âxe de la résistance, ainsi nommé par l'ayatollah Khamenei en 2003, a pris la forme à la fois d'un soutien aux chiïtes dans la région et d'un engagement pour la cause palestinienne. À la manœuvre, la Force Al-Qods du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) a su bâtir ce réseau en l'armant et en le finançant. Ainsi ces proxys sont-ils devenus essentiels à la stratégie iranienne de « défense projetée ». Ils permettent à l'Iran d'exercer une influence significative dans les pays voisins, tout en s'octroyant la possibilité d'un « déni plausible ». À moindre risque, cette stratégie flexible a longtemps permis à l'Iran de dissuader³ les ripostes sur son sol et *a fortiori* sur ses infrastructures nucléaires.

Les membres de l'Âxe : entre subordination et autonomie

Le parrainage iranien se caractérise par l'octroi d'une liberté d'action plus ou moins grande en fonction des proxys. S'il est difficile de ranger ces acteurs selon leur degré de dépendance de l'Iran, il est possible de les ordonner en fonction de l'importance que leur accorde Téhéran.

Au sein de l'Âxe, l'Iran considère le Hezbollah comme son bras droit pour trois raisons : leur relation historique, leur alignement idéologique – tous deux reconnaissent la « tutelle du jurisconsulte » (*wilâyat al-faqih*⁴) qu'incarne l'ayatollah Khamenei – et ses capacités militaires. Le Hezbollah dispose de forces terrestres aguerries ainsi que d'un arsenal de roquettes et de missiles pouvant frapper Israël en tout point. C'est la raison pour laquelle, afin de dissuader le Hezbollah de s'engager pleinement dans la guerre au lendemain du 7 octobre 2023, les États-Unis ont notamment disposé en Méditerranée deux porte-avions. Un dispositif similaire fut reproduit mi-août 2024, en amont des représailles de l'Âxe à la suite de l'assassinat d'Ismaël Haniyeh (Hamass) et de Fouad Chokr (Hezbollah). À la manière d'un adjoint autonome, le Hezbollah joue un rôle de coordinateur en appui de la Force Al-Qods et de conseiller militaire auprès des membres de l'Âxe en Syrie, en Irak et au Yémen. Depuis septembre 2024, la décapitation de son état-major et la dégradation de ses capacités militaires, bien que sans précédent, n'ont pas encore permis d'entamer suffisamment son influence au point d'en faire un acteur relégué

3. Jusqu'à la séquence d'avril 2024 qui modifia les règles d'engagement (attaque iranienne avec 300 projectiles le 13 avril suivie d'une riposte israélienne le 19 près d'Ispahan). La séquence suivante (attaque de l'Iran le 1^{er} octobre suivie d'une riposte israélienne le 26), plus importante encore, a confirmé ces nouvelles règles d'engagement.

4. A. Monnier, « Le Hezbollah et la doctrine de *wilâyat al-faqih* », *Politique étrangère*, vol. 89, n° 3, 2024.

au second plan. Certes affaibli, ses ressources militaires et la décentralisation de ses chaînes de commandement lui permettent néanmoins de résister.

Les milices irakiennes pro-Iran, qui dominent les Forces de mobilisation populaire (PMF), sont essentielles à la stratégie de défense projetée de Téhéran. Parmi elles, certaines ont un intérêt national de plus en plus affirmé, reléguant parfois le sponsor iranien en seconde position, mais le lien de subordination demeure. Il en va ainsi de l'organisation Badr ou d'Asa'ib Ahl Al-Haq (AAH), qui ont intégré le champ politique irakien.

Le régime de Damas, maillon essentiel du projet iranien

D'autres, en revanche, ont conservé la primauté de l'esprit de résistance supranational promu par la République islamique ; elles sont donc plus dépendantes des directives de Téhéran : Kata'ib Hezbollah (KH), Harakat al-Nujaba (HaN), Kata'ib Sayyid Al-Shuhada, pour les plus connues. Un exemple récent montre bien le degré significatif de subordination qui lie ces dernières à Téhéran. Le 29 janvier 2024, après qu'un drone lancé la veille par la Résistance islamique en Irak (RII) a tué trois soldats américains en Jordanie, le leader de la Force Al-Qods Esmail Qaani se rend discrètement à l'aéroport de Bagdad pour y rencontrer des leaders miliciens. Le lendemain, un communiqué inattendu de KH, chef de file de la RII, annonce mettre en pause l'action armée – pause qui a tenu plusieurs mois.

Troisième et dernier « pilier de la résistance », tel que l'a qualifié l'ayatollah Khamenei en mai dernier, le régime de Damas reste un maillon essentiel du projet révolutionnaire iranien. En tant que premier « *hub* inter-proxy » de l'Axe, la Syrie a permis à Téhéran de projeter son influence au Levant, d'inaugurer plus largement une dynamique de coordination horizontale et à Moscou de devenir un partenaire de l'Axe. Aujourd'hui, bien qu'il se considère à la tête d'un pays souverain, Bachar Al-Assad doit avant tout la survie de son régime à l'Iran. En soutenant militairement à la fois ses proxys dans le pays (milices irakiennes et syriennes, Hezbollah, Fatemiyoun...) et l'armée du régime, le CGRI exerce une influence incontestable sur Assad.

Le Hamas, issu du mouvement islamiste sunnite des Frères musulmans, est dans son identité bien moins proche de Téhéran que ne le sont les précédents proxys. Mais, pour l'Iran, il est à la fois gage d'un certain crédit politique en « incarnant » la cause palestinienne et un atout stratégique pour lutter contre l'ennemi commun israélien. Avant le 7 octobre, la relation était essentiellement pragmatique, ponctuée de rencontres régulières entre les leaders d'Al-Qods (Qaani) et du Hamas (Haniyeh)

– auxquelles se joignait souvent le Hezbollah (Hassan Nasrallah). Aujourd'hui, malgré des documents affirmant le contraire, l'Iran nie avoir eu connaissance du projet d'attaque du Hamas. Il paraît toutefois peu probable qu'il en ait été le commanditaire. Mais les années de formation dispensées par les Gardiens de la révolution et les apports en armements ont rendu possible le 7 octobre. Depuis, le soutien rhétorique est total et le Hamas a conquis ses lettres de noblesse aux yeux de Téhéran. À l'instar du Djihad islamique palestinien (JIP), d'autres factions palestiniennes jouent aussi ce rôle de proxy pour l'Iran et se réunissent avec le Hezbollah, les miliciens irakiens ou les Iraniens du CGRI. La réunion du 2 septembre 2023 à Beyrouth illustre bien la volonté d'afficher cette fameuse « unité des fronts » voulue par Téhéran. Un mois avant l'attaque, Nasrallah, Saleh Al-Arouri (chef adjoint du bureau politique du Hamas, tué en janvier 2024 par une frappe israélienne) et Ziyad Al-Nakhalah (chef du JIP) rappelaient⁵ leur « coordination totale » et se disaient, devant les photographes, « prêts à combattre ».

En plus de leurs affinités religieuses, l'Iran et les Houthis partagent une même hostilité envers Israël, les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Le modèle révolutionnaire iranien a toujours exercé une fascination sur les leaders houthis. Cependant, le mouvement yéménite n'entretient pas les mêmes liens de subordination avec Téhéran que les autres proxys : contrôlant une grande partie de l'ouest du Yémen, les Houthis ont leur agenda propre. À la tête d'un État *de facto* d'environ 20 millions de personnes, Abdul-Malik Al-Houthi jouit d'un statut de souverain et ne se considère pas comme subordonné à l'ayatollah Khamenei, mais le tient néanmoins en très haute estime. Si les Houthis sont un allié précieux, ils sont moins essentiels à la stratégie de l'Iran – l'affaiblissement du Hezbollah pourrait à terme infléchir cette dynamique. Malgré cette liberté qui peut parfois gêner Téhéran, notamment sur les questions intérieures, les Houthis se coordonnent sur le plan régional avec le CGRI⁶, qui assure également leur approvisionnement⁷ en moyens militaires depuis une quinzaine d'années.

Le renforcement horizontal de l'Axe depuis le 7 octobre

Décentralisation et coordination horizontale

Trois jours après l'attaque du 7 octobre, Abdul-Malik Al-Houthi déclare : « Avec nos alliés de l'Axe de la résistance, nous nous coordonnons sur la

5. « La Résistance répond à ses ennemis », *Al-Manar*, 8 septembre 2023.

6. « Understanding the Role of Armed Actors across the Middle East », Chatham House, 22 février 2024.

7. K. Robinson, « Iran's Support of the Houthis: What to Know », Council on Foreign Relations, 1^{er} mars 2024.

manière de réagir et sous quel délai. » Cette phrase contient les deux éléments qui font de l’Axe un objet géopolitique en phase de décentralisation accélérée : un recours à l’entité collective (l’Axe est ici mentionné, non le Hamas) et l’affirmation implicite d’une coordination horizontale – sans nécessairement d’entremise iranienne. Elle augure aussi de la menace multi-fronts qui s’accroît dès lors à partir de l’ensemble des territoires de l’Axe : Gaza, Liban, Yémen, Irak, Syrie et même Iran⁸ en avril et en octobre 2024.

L’accélération de cette décentralisation implique une coordination directe entre proxys et se traduit par un resserrement formel des liens qui les unissent. Par exemple, un bureau « média » du Hamas a ouvert à Bagdad en juin 2024 et des rumeurs ont longtemps persisté quant à une possible relocalisation dans cette ville des dirigeants du groupe islamiste. Un bureau de représentation houthi a aussi ouvert à Bagdad le mois suivant et reçoit depuis des dirigeants miliciens. Plus généralement, cette coordination croissante repose sur un principe de subsidiarité plus assumé : le proxy considéré comme le mieux placé pour décider d’une escalade, ou d’un arrêt des combats, peut faire foi. La relation entre le Hamas et le Hezbollah depuis le 7 octobre montre bien ce nouveau paramètre. Puisque le Hamas est de fait en première ligne, le Hezbollah accepte de conditionner sa propre action armée aux décisions du Hamas. Le 10 juillet 2024, le chef du Hezbollah déclarait⁹ que le Hamas menait des pourparlers avec Israël « au nom de l’ensemble de l’Axe de la résistance » si bien que, en cas de cessez-le-feu, le Hezbollah cesserait ses attaques « sans condition ». Nasrallah admettait ici une fidélité nouvelle – qui ne veut pas dire systématique – au principe de subsidiarité : « Quelle que soit la décision du Hamas, nous serons d’accord. » Son successeur, Naïm Qassem, tient depuis un discours similaire. Ce principe se décline également entre factions palestiniennes, entre Houthis et milices irakiennes, Houthis et Hezbollah... et non plus seulement entre un proxy et Téhéran.

L’intérêt de cette décentralisation est double : elle permet une plus grande efficacité du projet politique et une résilience renforcée. L’efficacité tient à la diversité des chaînes de décision et des espaces d’autonomie. Quant à la résilience, elle est rendue possible par une moindre dépendance d’un unique ordonnateur : Téhéran. Depuis le 7 octobre, les neutralisations de figures des Gardiens de la révolution (Moussavi, Zahedi), du

8. La milice pro-Iran Saraya Al-Ashtar a également revendiqué une attaque en mai depuis le Bahreïn.

9. « “Hamas Negotiates on Behalf of Entire Resistance Axis”: Nasrallah », *The Cradle*, 10 juillet 2024.

Hezbollah (Nasrallah, Safieddine, Chokr), du Hamas (Haniyeh, Sinwar, Al-Arouri) ou des milices irakiennes (Al-Jawari), de même que les frappes sur les infrastructures houthies et au Liban, n'ont altéré structurellement ni l'enthousiasme des proxys, ni leur capacité à mener des attaques (hors Hamas).

En cas de crise interne à l'Iran, aucun soubresaut ne franchit les frontières. C'est même l'inverse qui se produit. La mort de Raïssi en mai 2024, qui paraissait un événement au potentiel déstabilisateur, est paradoxalement l'occasion d'un temps fort de l'Axe : l'ayatollah Khamenei reçoit alors un par un, puis en comité restreint, une grande partie des leaders de l'Axe. Pendant les deux mois qui suivent, jamais les milices irakiennes n'ont été aussi proches des Houthis (début des attaques conjointes), du Hezbollah (proposition de plans pour acheminer des combattants au Liban en cas d'escalade) ou de certaines factions palestiniennes (bureau du Hamas à Bagdad et visite de certains responsables du Hamas et du JIP). Les mouvements de combattants coordonnés entre proxys, même s'ils sont difficilement quantifiables, ont sans doute atteint un niveau sans précédent depuis le 7 octobre. En août 2024, alors que les tensions s'aggravent dans la zone, une cinquantaine de Houthis et plusieurs centaines de miliciens irakiens, notamment de HaN, se rendent en Syrie depuis l'Irak – les premiers dans des véhicules des PMF, donc irakiens ; et les seconds se rendant même, pour certains, jusqu'au Liban. Un mouvement similaire est observé en octobre.

Systématisation d'une rhétorique congratulatoire et solidaire

Après les frappes de représailles américano-britanniques du 12 janvier 2024 au Yémen – qui faisaient suite à trois mois d'attaques houthies –, Téhéran et l'ensemble des proxys firent part de leur soutien. Le ministre des Affaires étrangères iranien déclara que « l'action du Yémen contre le génocide du régime israélien était louable ». Pour le Hezbollah, les États-Unis étaient « un complice à part entière des massacres commis par l'ennemi sioniste ». Pour le Hamas et le JIP, ces frappes ajoutaient des « tensions dans la région ». Les milices irakiennes, quant à elles, promirent de « soutenir les forces de l'Axe avec tous leurs moyens » (KH) et avertirent que quiconque épaulerait Washington serait « à portée de tir de l'Axe de la résistance » (HaN).

Il en va de même, six mois plus tard, lors de la première riposte israélienne au Yémen après une attaque sur Tel Aviv. L'Axe est également plus souvent mentionné que le Yémen. Voici quelques mots prononcés entre le 19 et le 21 juillet : « Les opérations de l'Axe de la résistance sont

devenues plus efficaces [...] et ses hommes sont prêts si l'ennemi étend le champ de bataille. » (KH) ; « Que Dieu salue le camp de l'Axe de la résistance dans son combat pour l'honneur. » (AAH) ; « Nous soutenons fermement le peuple yéménite dans la défense de sa souveraineté et de sa position aux côtés de la Palestine et de la résistance. » (porte-parole

Le Hamas et les Houthis ont ouvert des bureaux à Bagdad

militaire du Hezbollah)... Le régime de Bachar Al-Assad est moins vocal, se contentant d'évoquer l'« agression du régime sioniste contre [nos] frères yéménites ». La relative discrétion de Damas depuis le 7 octobre est à lire au regard des efforts consentis par le régime pour normaliser ses relations dans la région. Il reste que la Syrie a été jusqu'à présent le lieu privilégié pour connecter les différents proxys, et c'est en cela que son rôle est important. Finalement, cette rhétorique systématique se retrouve à chaque revers que subit l'Axe, comme après l'élimination de Haniyeh fin juillet¹⁰ ou de Nasrallah en août, et renforce ce sentiment d'appartenance à un camp de plus en plus marqué.

Dans ce jeu rhétorique, une personnalité se détachait et donnait l'exemple. Depuis le 7 octobre, Hassan Nasrallah n'a cessé de féliciter les autres proxys. Son aura et le rôle du Hezbollah au sein de l'Axe lui ont toujours permis cette position de surplomb. À l'occasion de son premier discours après l'attaque du Hamas, le 3 novembre 2023, il félicite le groupe terroriste et remercie ses partenaires de la « résistance » en Irak et au Yémen. Le 3 janvier 2024, il loue à nouveau les « actions de l'Axe » tout en soulignant que les « mouvements de résistance » (proxys) opèrent de manière autonome. Il ne cesse ensuite de réitérer ses félicitations, les adressant notamment aux milices irakiennes pour leurs attaques en Irak et en Syrie ainsi qu'aux Houthis. Au lendemain de la mort d'Ismaël Haniyeh, il avance que le Hezbollah soutiendra l'ensemble des fronts de la résistance puis ajoute, une semaine plus tard : « Ne croyez pas qu'Israël est en train de briser l'Axe et de gagner la guerre – soyez tranquilles. » Sa mort est sans doute le coup le plus significatif porté à ce réseau. S'en sont suivis dans tous les territoires de l'Axe des hommages appuyés. Son portrait est affiché dans les rues et jusque dans la base militaire Union III de Bagdad, qui accueille les Irakiens et la coalition contre Daech.

La symbolique que sert cette rhétorique est essentielle à l'idéal de « résistance » que les membres de l'Axe cherchent à entretenir. Elle est

10. Les leaders de chacun des proxys ont dit leurs condoléances et promis des représailles coordonnées au nom de l'Axe. Un mois après cette élimination, HaN publiait l'enregistrement d'un appel téléphonique entre son secrétaire général et l'ancien leader du Hamas ; ce dernier y louait les attaques de la RII sur Israël. Ici, la milice est fière de rappeler les liens directs qu'elle entretient avec le groupe islamiste.

l'ingrédient qui rend possible un esprit de corps inter-proxys, dépassant le seul sentiment d'appartenance à sa milice ou à son groupe. Après la mort de Nasrallah, par exemple, les milices irakiennes ont intensifié leurs attaques sur Israël, atteignant un rythme moyen de trois revendications par jour en octobre. À l'échelle régionale, cette symbolique est aussi un moyen de maintenir une forme de dissuasion vis-à-vis d'Israël ou des États-Unis.

La coordination entre Houthis et milices irakiennes

La relation entre les Houthis et la RII est celle qui incarne le mieux cette dynamique horizontale. Entre le 6 juin et le 31 juillet 2024, les Houthis et la RII ont revendiqué leurs neuf premières attaques conjointes. Si celles-ci sont difficiles à confirmer dans les faits, l'intention rhétorique témoigne d'une volonté d'afficher un changement d'ère. Cette nouvelle étape dans l'approfondissement des relations entre les deux proxys a débuté le 24 mai 2024 lorsque Abdul-Malik Al-Houthi, le chef du mouvement yéménite, s'est entretenu avec le secrétaire général de KH, Ahmad Al-Hamidawi, afin d'assurer une « bonne coordination » des deux groupes. Deux jours plus tard, le porte-parole de HaN évoquait l'établissement d'un « centre de commandement conjoint » avec les Houthis pour coordonner les attaques de l'Axe contre Israël. Le 6 juin marquait la première revendication d'attaque conjointe qui a fait dire à Abdul-Malik, deux semaines plus tard, que la contribution du front irakien jouait un rôle important dans les attaques sur Haïfa. Début juillet, le bureau houthi ouvrait à Bagdad en présence d'Abou Idris Al-Sharafi, représentant du mouvement yéménite en Irak et proche d'Abdul-Malik. Enfin, le 30 juillet, lors d'une frappe « d'autodéfense » américaine qui neutralisa des miliciens de KH s'appêtant à lancer des drones, un général de brigade houthi fut le premier membre du proxy yéménite à être tué en Irak.

À l'image de l'influent Mohammad Kawtharani, le « monsieur Irak » du Hezbollah, Al-Sharafi a joué un rôle majeur dans ce rapprochement entre Houthis et milices irakiennes. Par son intermédiaire, les Houthis ont établi d'étroites connexions avec l'ensemble des acteurs qui composent le proxy irakien – KH, HaN et AAH. Al-Sharafi est devenu bien plus visible à partir de juin 2024, affichant publiquement ses rencontres avec les chefs miliciens ou tribaux. Le 21 juillet, par exemple, il recevait le leader Al-Khazali (AAH) dans le nouveau bureau houthi. Après s'être vu remettre la *jambiya* (dague) yéménite, Al-Khazali s'est dit solidaire du peuple yéménite « face à l'agression sioniste récente », faisant référence aux frappes de représailles israéliennes sur le Yémen.

Cette nouvelle phase de rapprochement entre Houthis et milices irakiennes va au-delà de la simple relation entre les deux proxys. Elle participe ici d'une tendance qui voit l'Irak devenir un hub de la relation interproxys. Par sa situation géographique centrale, sa relative stabilité (comparée au Yémen ou à la Syrie) et son pouvoir pro-iranien, l'Irak est propice à une coordination sur son sol et au transfert de combattants Houthis ou miliciens vers la Syrie ou le Liban. Depuis l'attaque du Hamas, Bagdad a accueilli de plus en plus de rencontres entre proxys non irakiens. Le bureau houthi est aussi utilisé dans ce but. Fin juillet, Al-Sharafi y a rencontré un représentant du Hamas. Le caractère inédit de cette entrevue – qui a eu lieu entre deux membres de l'Axe sans le proxy du pays hôte – dit beaucoup de cette dynamique horizontale. Plus tôt, entre le 7 et le 9 juillet, des membres du Hamas, du JIP et du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) avaient rencontré à Bagdad les leaders politico-miliciens Al-Khazali (AAH) et Hadi Al-Ameri (Badr). Le secrétaire général adjoint du FPLP, Jamil Mazhar, avait alors appelé à une coordination accrue entre Palestiniens et milices irakiennes.

La densification des relations entre Moscou et les proxys

Genèse de l'approche russe

La relation entre la Russie et l'Axe de la résistance – à lire dans le contexte d'un rapprochement entre la Russie et l'Iran¹¹ – s'est construite en trois phases. D'abord, bien que des liens aient été tissés avec le Hamas dès 2006, c'est véritablement en 2015, en Syrie, que Moscou commence à s'entendre étroitement avec les proxys iraniens. Pour la Russie, le régime de Damas est considéré comme un allié stratégique afin de maintenir une présence militaire dans la zone et d'avoir voix au chapitre – le but étant notamment de limiter l'influence américaine. Cette présence militaire en Syrie a permis à Moscou de rénover sa base navale de Tartous et d'établir une base aérienne à Hmeimim. Cette année-là, à partir de son implantation syrienne, la Russie soutient donc militairement le proxy syrien, se coordonne avec le Hezbollah et se rapproche des milices irakiennes – plus largement des PMF. Naît de cette période une cellule quadripartite regroupant la Russie, l'Iran, la Syrie et l'Irak, pour échanger du renseignement dans le cadre de la lutte contre Daech. Les prérogatives actuelles et le niveau d'activité de cette cellule sont difficiles à préciser.

11. Sur le rapprochement Russie-Iran depuis le début de la guerre civile syrienne, déjà bien documenté, voir N. Grajewski, « The Evolution of Russian and Iranian Cooperation in Syria », Center for Strategic and International Studies, 17 novembre 2021.

La deuxième phase s'ouvre en 2022 avec la guerre en Ukraine. Parce que l'armée russe concentre ses ressources en Europe de l'Est, Moscou cède en Syrie centrale et orientale quelques positions clés au Hezbollah et à des milices soutenues par l'Iran. La Russie intensifie le partage de renseignements avec ces milices, fournit des missiles antinavires au Hezbollah *via* la Syrie et des batteries antimissiles S-300 au régime d'Assad¹². Des combattants syriens sont même recrutés par Damas pour aller se battre en Ukraine¹³. Ce soutien a considérablement renforcé les capacités opérationnelles des milices, leur permettant de cibler avec une fréquence accrue les intérêts américains (à l'instar des bases Mission Support Site Euphrates et Green Village). La guerre en Ukraine occasionne également des échanges de matériel militaire de premier plan entre l'Iran et la Russie, dont les drones iraniens *Shahed 136* sont devenus l'emblème. Les Russes ont d'ailleurs entraîné des combattants du Hezbollah en Syrie, notamment dans la province de Homs, à l'usage de ces drones. En Irak, les milices comme HaN, KH ou AAH profitent de la guerre pour apporter leur soutien au régime poutinien et fustiger les votes aux Nations unies condamnant l'agression russe¹⁴.

La troisième phase après l'attaque du Hamas

À l'entente entre la Russie et les proxys iraniens s'est ajoutée, après le 7 octobre, la clarification des lignes de démarcation entre le « double standard » d'un Occident mis en échec et le révisionnisme russo-iranien exploitant plus avant la cause palestinienne. L'accentuation de la connivence entre Moscou et les proxys devient alors frappante. Dans l'Ouest syrien, la Russie intensifie le brouillage électronique de sa base de Hmeimim, perturbant le trafic aérien d'Israël. Les pilotes russes reprennent aussi leurs patrouilles aériennes le long de la ligne de désengagement israélo-syrienne sur le plateau du Golan, après une interruption d'un an. Ces actions visent à préserver le proxy syrien du conflit régional.

Concernant les proxys palestiniens, Moscou s'est montré très actif en tentant de rediriger la condamnation internationale du Hamas vers les États-Unis, avançant que Washington avait dangereusement monopolisé le processus de paix, et a notamment défendu les actes du Hamas devant les Nations unies. À plusieurs reprises, Vladimir Poutine a reçu des délégations du mouvement islamiste, alors même que ces leaders étaient

12. L. Bassam et T. Perry, « Hezbollah's Anti-Ship Missiles Bolster its Threat to US Navy », Reuters, 8 novembre 2023.

13. M. Chulov, « Syria Recruiting Troops from its Military to Fight with Russian Forces in Ukraine », *The Guardian*, 11 mars 2022.

14. C. Smith, H. Malik et M. Knights, « From Russia with Love? Sabereen's Ukraine Coverage », The Washington Institute, 24 mars 2022.

Moscou a défendu les actes du Hamas devant les Nations unies

devenus les ennemis publics du monde occidental. Le 24 juin 2024, le numéro deux du Hamas Moussa Abou Marzouk a rencontré à Moscou le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov. Dans un geste de sympathie envers Moscou, Marzouk a déclaré aux médias russes que le Hamas libérerait deux citoyens russes dans le cadre du premier échange d'otages avec Israël lors d'un éventuel cessez-le-feu. Après l'élimination d'Ismaël Haniyeh, les Russes se sont clairement positionnés en proposant un texte au Conseil de sécurité de l'ONU condamnant Israël pour l'assassinat du chef politique du Hamas. Ce texte a été rejeté par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.

La Russie a adopté le même positionnement envers les Houthis – en dépit des attaques en mer Rouge qui ne conviennent¹⁵ guère à Moscou. Là aussi, les Russes ont accusé les États-Unis de provoquer ces attaques en soutenant Israël. Avec la Chine, la Russie s'est donc abstenue lors du vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui appelait les Houthis à cesser ce harcèlement. Comme avec le Hamas, le vice-ministre Bogdanov a reçu une délégation houthie à Moscou en janvier 2024. Plus préoccupant, les Russes auraient l'intention¹⁶ d'armer les Houthis avec des missiles antinavires. Mi-juillet, des navires russes ont même été observés¹⁷ près d'embarcations houthies et des Russes auraient été aperçus sur le sol yéménite.

L'entente avec le Hezbollah semble aussi s'approfondir depuis le 7 octobre. En novembre 2023, le *Wall Street Journal* a rapporté que le groupe Wagner prévoyait de fournir au Hezbollah un système de défense aérienne russe. En janvier 2024, le Hezbollah a frappé la base israélienne du Mont Meron avec des missiles antichars russes¹⁸. D'ailleurs, les renseignements américains estiment¹⁹ qu'une offensive israélienne contre le Hezbollah pourrait renforcer l'alliance entre l'Axe et la Russie – difficile de le confirmer à ce stade.

Enfin, en Irak, le leader des PMF Al-Fayyad ainsi que des responsables miliciens aux fonctions officielles (Al-Khazali, Qassem Al-Araji) ont multiplié les rencontres avec des autorités russes. À l'image des entretiens

15. Le 14 janvier 2024, les Houthis ont attaqué un navire transportant du pétrole russe, sans doute par erreur.

16. M. R. Gordon et L. Seligman, « US Launches Effort to Stop Russia from Arming Houthis with Antiship Missiles », *The Wall Street Journal*, 19 juillet 2024.

17. S. Mathews, « Exclusive: US Intelligence Suggests Russian Military is Advising Houthis inside Yemen », *Middle East Eyes*, 2 août 2024.

18. H. Notte, « What Russia Wants in the Middle East », *Foreign Affairs*, 15 juillet 2024.

19. S. Mathews, « US Officials Concerned Israeli Offensive on Hezbollah Could Drag in Russia », *Middle East Eye*, 28 juin 2024.

quasi bimestriels entre l'ambassadeur russe Elbrus Kutrachev et Al-Fayyad, le mot d'ordre est toujours le même : approfondir la coopération en matière de sécurité. Avec de tels échanges, Moscou essaie sans doute de créer les conditions pour que son rôle dans l'appareil sécuritaire irakien gagne en importance, surtout avec la perspective d'un retrait significatif des troupes de la coalition. Au lendemain de la frappe américaine du 7 février 2024 à Bagdad, le directeur Moyen-Orient du ministère des Affaires étrangères russe a déclaré que Moscou était prêt à « remplacer la coalition [internationale] ».

* * *

Malgré douze mois d'une consolidation inédite de l'Axe de la résistance, des faiblesses demeurent et pourraient, à terme, fragiliser cet ensemble. C'est le cas des divergences potentielles entre l'Iran et la Russie, qu'elles portent sur la Syrie ou les pays du Golfe. Mais les limites principales à l'intégration de l'Axe résident surtout dans les relations interproxys, dont certaines peuvent s'avérer difficiles (entre le Hamas et Damas, par exemple) ; ou dans la perte de crédibilité de l'Iran aux yeux de ses alliés vis-à-vis des capacités militaires israéliennes. L'affaiblissement du Hezbollah, dont le rôle de coordinateur est essentiel, risque également de freiner cette dynamique d'intrication.



Mots clés

Iran
Hamas
Hezbollah
Houthis

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only

TARIFS 2024

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE VOTRE COMMANDE		 €
FRAIS DE PORT	3,00 € pour une commande < à 35 € €
(achat au n° seulement)	0,01 € pour une commande > à 35 € €
TOTAL DE MA COMMANDE (commande + frais de port)		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __ / __ / ____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

